

L'INDUSTRIE, CLE DU REDRESSEMENT DE LA FRANCE

L'histoire n'est pas linéaire. Elle stagne puis accélère brutalement, notamment sous l'influence des crises économiques. La mondialisation qui se trouve au principe du XXIème siècle est ainsi entrée dans une zone de turbulences. Elle vit au rythme des révolutions qui la bouleversent. Révolutions démographique, économique, financière, technologique, énergétique, écologique, stratégique. Une nouvelle donne émerge, au croisement du capitalisme universel, du basculement dans l'ère numérique, de la montée d'un système multipolaire, de la diversité des valeurs et des cultures. Chacun doit s'adapter vers le haut ou risque de se trouver aspiré vers le bas.

Le défi posé à la France est redoutable. Notre pays constitue en effet une exception au sein du monde développé en ce qu'il montre une singulière difficulté à se réformer pour prendre en compte les changements de régulation du capitalisme et les modifications du système géopolitique. A la fin du XIXème siècle, la France a réalisé la plupart des inventions de la seconde révolution mais c'est l'Allemagne qui prit le leadership de l'Europe et les Etats-Unis celui du monde. Dans les années 1930, la IIIème République ne prit la mesure ni de la grande déflation ni de la montée des menaces totalitaires, ce qui s'acheva par la débâcle de juin 1940. Enfin, la France demeure le seul grand pays développé à n'avoir jamais surmonté les chocs pétroliers des années 1970 puisqu'elle n'a renoué ni avec l'équilibre budgétaire ni avec le plein emploi.

Depuis les dernières décennies du XXème siècle, la France a enchaîné les erreurs et les revers stratégiques. En 1989, elle célébra le bicentenaire de la révolution en s'ingéniant vainement à sauver l'Union soviétique et à éviter la réunification de l'Allemagne. En 1992, elle fit le choix de la monnaie unique. Pourtant, à l'image de la Grèce, elle n'a tiré aucune conséquence des modifications radicales que l'euro introduisait dans la régulation des économies européennes : il supprimait en effet l'ajustement par l'inflation et la dévaluation tout en obligeant à la convergence des niveaux de compétitivité et des politiques. Depuis la chute du mur de Berlin et contrairement aux autres grands pays développés, elle n'a engagé aucune réforme fondamentale pour s'adapter à l'après-guerre froide, à la mondialisation, au passage à la monnaie unique et à la révolution numérique.

Nous nous trouvons donc de nouveau confronté au dilemme historique que pointait le général de Gaulle lorsqu'il affirmait que « la France est un pays qui ne fait des réformes qu'à l'occasion des révolutions ».

La France paie au prix fort sa rupture avec le XXI^{ème} siècle, dont elle figure pour l'heure parmi les grands perdants. Elle a été ravalée du quatrième au sixième rang des puissances économiques et au neuvième si l'on raisonne en parité de pouvoir d'achat. Avec la perspective d'être reléguée entre la quinzième et la vingtième place à l'horizon de 2030. Elle a reculé depuis 1980 du sixième au seizième rang mondial en termes de richesse par habitant (hors Etats pétroliers). Et ce en raison d'un modèle économique insoutenable qui se résume en une formule : 1 % de la population mondiale, 3,7 % de la production de la planète, mais 15 % de l'ensemble des transferts sociaux.

La croissance qui s'élevait à 5,6 % dans les années 1960 n'a cessé de ralentir pour s'établir à 3,7 % dans les années 1970, 2,2 % dans les années 1980, 1,9 % au cours de la décennie 1990, 1,5 % pendant les années 2000 et 0,3 % depuis 2010. L'économie française se trouve désormais reléguée dans le peloton de queue de l'Europe et de la zone euro, dont la croissance est nettement supérieure.

La chute de la production touche l'ensemble des secteurs d'activité mais connaît une particulière intensité dans l'industrie, dont la production a retrouvé en 2014 son niveau de 1994. La part de l'industrie dans la valeur ajoutée est limitée à 11 % contre 16 % dans la zone euro et 22 % en Allemagne. Depuis 2008, 630 usines ont disparu et 450.000 emplois ont été supprimés, venant s'ajouter aux 2 millions perdus en deux décennies. Il ne reste que 90.000 entreprises industrielles exportatrices contre 210.000 en Italie et 310.000 en Allemagne. Les délocalisations et les rachats de groupes par des capitaux extérieurs se multiplient, à l'image de Solvay, Lafarge, Alstom ou Alcatel ou PSA. Or loin d'être une relique du passé, l'industrie joue un rôle clé dans l'emploi, chaque poste générant 6 à 10 emplois induits, dans l'innovation et dans les exportations.

La cause profonde de l'effondrement de l'appareil de production français tient tout entière dans le déficit de compétitivité de notre pays, liée à la baisse du taux de marge des entreprises, à la hausse du coût du travail et à l'envolée des prélèvements à la charge des entreprises (18 % du PIB contre 14,5 % en Italie, 12 % en Espagne et 9 % en Allemagne). Tout ceci provoque une interminable chute des parts de marché françaises qui sont revenues depuis 1990 de 20 % à 12,3 % au sein de la zone euro et de 5,5 % à 3 % au plan mondial.

La décroissance explique à la fois l'installation d'un chômage permanent et la paupérisation des Français. La France compte moins de 15,8 millions d'emplois privés et continue à en détruire. Notre pays ne dispose que de 25 millions de postes de travail contre 42,8 millions en Allemagne. En moyenne, le chômage touche 10 % de la population active ; il continue d'augmenter actuellement alors qu'il diminue dans tous les pays développés et que les Etats-Unis, l'Allemagne ou le Royaume-Uni ont rétabli le plein emploi avec des taux de chômage respectifs de 5,1 %, 4,7 % et 5,6 %. Parallèlement, au fil des crises et des récessions, se sont accumulées des strates successives de travailleurs découragés qui grossissent le rang des exclus. Près de 7 millions de nos concitoyens vivent désormais dans l'anomie, avec pour seules ressources les subsides de l'Etat Providence, l'économie parallèle et la criminalité.

Les Français, qui continuent à croire que la France est un pays riche, se paupérisent en réalité rapidement. Parmi les atouts théoriques de notre pays figure le dynamisme de sa démographie. Forte aujourd'hui de 66,3 millions d'habitants, La France devrait voir sa population compter 76 millions d'habitants en 2060 contre 71 millions pour l'Allemagne. Mais en raison de la décroissance et du chômage de masse, la richesse par habitant a diminué de 1,5 % depuis 2008. Elle est inférieure de 6 % à la moyenne des pays développés et de 13 % à celle de l'Allemagne.

Encore ces données n'intègrent-telles pas le passif lié à la dette publique. La France n'a jamais restauré l'équilibre de ses finances publiques depuis les chocs pétroliers. Et ce en raison de la perte de tout contrôle des dépenses publiques qui atteignent 57,5 % du PIB. Dans le même temps, les recettes publiques battent des records à 53,5 % du PIB, réalisant l'euthanasie de la croissance et de l'emploi, de l'épargne et de l'investissement. Il en résulte un déficit structurel de l'ordre de 4 % du PIB. Simultanément, la dette publique, qui s'élevait à 20 % du PIB en 1980, dépassera 100 % du PIB en 2016. Si l'on ajoute ses différents démembrements ainsi que la charge des retraites, les engagements publics culminent à 250 % du PIB. Sans croissance et sans inflation, la France court droit au défaut de paiement !

Le déclin de la France est d'autant plus spectaculaire qu'il s'oppose au redressement du monde développé et des autres pays européens. Les Etats-Unis ont renoué avec une croissance annuelle proche de 3 % et avec le plein emploi en redevenant le territoire le plus compétitif de la planète grâce à des gains de productivité du travail de 15 %, à la restructuration du secteur financier, à la révolution des hydrocarbures non conventionnels et à la domination sans partage de l'économie numérique. Le Japon se dégage d'un quart de siècle de déflation. Le Royaume-Uni affiche une croissance de 2,8 % et un taux de chômage réduit à 5,6 %. La divergence avec l'Allemagne est particulièrement spectaculaire : croissance stable autour de 2 % ; exportations représentant 52 % du PIB et excédent commercial de 8 % du PIB ; taux de chômage réduit à 4,7 % ; excédent budgétaire de 0,7 % et dette ramenée de 81 à 75 % du PIB. L'effondrement économique de la France laisse ainsi Berlin exercer seule le leadership de l'Union européenne et de la zone euro.

Au principe du déclin de la France, on trouve un modèle d'économie fermée et administrée qui est faussement présenté comme celui des Trente Glorieuses. Le cycle de croissance intensive qui culmina dans la décennie 1960 eut en effet pour principaux moteurs l'ouverture européenne avec la création du marché commun et l'investissement privé. Depuis les années 1980 a été engagée une étatisation de l'économie qui s'est emballée à partir de 2008. Le cœur du blocage français est désormais l'Etat, qui, alors qu'il est censé être un réducteur d'incertitudes, est devenu un facteur d'instabilité et de risque.

La France est désormais à une heure de vérité. L'élection présidentielle de 2017 constitue la dernière chance de redresser le pays par la réforme et non pas par la violence. Et, partant, de relancer l'Europe en lui permettant de s'imposer comme l'un des pôles structurants du XXIème siècle. Pour cela notre pays doit renouer avec la liberté qui constitue le fil directeur de son histoire et de la République depuis 1789.

Les expériences étrangères prouvent que la modernisation économique peut être réalisée en moins de cinq ans. Le Canada et la Suède dans les années 1990, l'Allemagne avec son Agenda 2010 au début des années 2000, les Etats-Unis ou l'Espagne plus récemment ont montré qu'un grand pays développé peut rapidement convertir son modèle économique et social pour renouer avec une croissance durable. Ces stratégies qui associent le redressement de la compétitivité, la réforme des services publics et le rétablissement des comptes publics nous livrent trois enseignements : il n'existe pas de norme en matière de réforme et chaque nation doit se réinventer en fonction de son histoire et de ses points forts ; il est indispensable de construire une offre compétitive et de s'insérer dans la société ouverte ; seules les thérapies de choc réussissent car elles prennent de vitesse les corporatismes et obtiennent rapidement des résultats, condition pour obtenir le soutien des citoyens.

La France présente aujourd'hui le meilleur cas de retournement potentiel du monde développé. Nulle part ailleurs le fossé n'est aussi grand entre les performances et les atouts dont notre pays continue à disposer : une démographie dynamique ; une main d'œuvre hautement qualifiée ; des entreprises en situation de leadership mondial ; une épargne abondante ; des infrastructures excellentes ; un appareil de défense et une diplomatie efficaces ; un patrimoine, une civilisation et un art de vivre inégalés. La France bénéficie surtout de la plus rare des ressources avec des ingénieurs et des entrepreneurs de classe mondiale, qui pourraient contribuer de manière décisive au redressement s'ils n'étaient pas poussés à l'exil.

La stratégie de redressement de la France est parfaitement connue. Elle passe par cinq pactes. Un pacte productif fondé sur la restauration de la profitabilité des entreprises par la baisse des prélèvements, condition du redémarrage de l'investissement et de l'emploi, ainsi que sur le renforcement de la concurrence. Le sauvetage de l'industrie française exige un travail d'amélioration de tous les facteurs de production : la productivité du travail ; le capital via le démantèlement de la fiscalité confiscatoire qui le frappe et la création d'une base actionnariale française ; l'énergie via la pleine valorisation de l'atout nucléaire et le développement raisonné des seuls renouvelables rentables ; l'innovation grâce au retrait du principe de précaution de la constitution ; la promotion de la marque France. Un pacte social associant la sortie des 35 heures, la flexibilité du marché du travail et la réforme de l'assurance-chômage. Un pacte budgétaire prévoyant de diminuer de 100 milliards les 1.150 milliards d'euros de dépenses publiques en cinq ans. Un pacte citoyen réintégrant les jeunes et les immigrés dans la communauté nationale, notamment par un vaste effort d'éducation et de formation tout au long de la vie. Un pacte européen avec l'Allemagne impulsant une spirale vertueuse entre les réformes structurelles réalisées au plan des nations, l'intégration renforcée de la zone euro, la relance du grand marché, la gestion active des flux migratoires, le réinvestissement dans la sécurité et la défense.

La France, son industrie et ses citoyens ne sont nullement promis à un déclin inéluctable. Dans l'histoire universelle du XXI^{ème} siècle, il n'existe ni pays, ni peuple, ni secteur d'activité, ni catégorie sociale condamnés par avance. Mais chacun, individu, entreprises, nation et continent doit s'adapter à la nouvelle donne ou la subir, ce qui revient à remettre son destin entre les mains d'autrui. La France comme l'Europe disposent de tous les

atouts pour rester des acteurs à part entière du XXIème siècle. Mais il leur faut pour cela se mettre en mouvement. Thucydide rappelait que « Se reposer ou être libre, il faut choisir ». Il est grand temps de nous remettre au travail non seulement pour recréer la prospérité mais pour sauvegarder notre liberté.